

## **CH\_VB 20041229 vom 5. Dezember 1996**

Bundesverwaltung, 1996-12-05, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch\\_vb\\_\\_td\\_class\\_\\_metadataCell\\_\\_20041229\\_\\_td\\_](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb__td_class__metadataCell__20041229__td_)

FR: CH\_VB 20041229 du 5 décembre 1996

IT: CH\_VB 20041229 del 5 dicembre 1996

### **Erwägungen**

#### **E. 5**

décembre 1996 Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale ist zuviel Geld, wenn damit letztlich eine Selbstdarstellung der privaten Geldgeber subventioniert wird. Die 130 Millionen Franken des Bundes, die wir heute sprechen sollen, dienen ja in erster Linie dazu, die Infrastruktur der Expo zu finanzieren. Die Inhalte der Expo sollen dann durch die privaten Firmen bestimmt werden. Damit sind eine Konsumveranstaltung und eine PR-Aktion für die beteiligten Firmen vorprogrammiert. Wie soll z. B. eine kritische Auseinandersetzung mit der Gentechnologie möglich sein, wenn die Basler Chemie die entsprechenden Ausstellungsteile bezahlt? 130 Millionen Franken sind andererseits zu wenig Geld, um eine echte Debatte über die Zukunft des Landes zu finanzieren. Die Expo wäre im öffentlichen Interesse, wenn sie eine lebendige Auseinandersetzung über die Zukunft des Landes ermöglichen würde. In diesem Fall sollte aber auch die Öffentlichkeit den inhaltlichen Teil der Expo mitfinanzieren. Die Expo-Macher rühmen die Nachhaltigkeit und die Umweltverträglichkeit ihres Konzeptes. Ich persönlich glaube den Expo-Machern, dass sie um eine ausgewogene Ökobilanz und um ein voll integriertes Umweltmanagement bemüht sind. Dass die gesetzlichen Umweltbestimmungen eingehalten werden, scheint mir eine Selbstverständlichkeit. Die Expo-Macher vergessen aber eines: Das Drei-Seen-Konzept ist als solches nicht umweltverträglich. Wenn eine Expo-Besucherin, welche die vier Ausstellungsorte innerhalb der Drei-Seen-Region besuchen will, über 100 Kilometer zurücklegen muss, dann ist das niemals umweltverträglich. Das macht nicht nur eine Besucherin, sondern das sollen

#### **E. 10**

la Suisse, une seule grande agglomération. Vous voyez donc qu'il y a déjà là une matière absolument considérable, et je ne crois pas que nous sommes exposés à des déceptions. Il a été fait allusion à plusieurs reprises, dans les interventions précédentes, à l'énergie. Tout le problème de l'énergie fait partie du management de l'environnement. Un accent particulier sera mis sur l'énergie renouvelable avec l'utilisation d'énergie solaire ou éolienne. Je vois donc là aussi un effort considérable entrepris. Je signalerai simplement aussi au passage que, dans l'étude modale des transports qui a déjà été faite, il s'avère que le trafic pour se rendre à l'exposition consommera une quantité d'énergie très largement supérieure à celle de l'exposition elle-même, mais ne dépassera pas celle des loisirs d'un week-end habituel en Suisse. Donc, la tendance vers la répartition 75 pour cent de transports collectifs contre 25 pour cent de transports individuels est respectée, mais elle est parfaitement irréaliste dans ces proportions-là, il faut bien le dire. Il y a toutes sortes de régions périphériques qui ne sont pas atteignables si facilement que cela avec des transports collectifs, et si une famille se rend à l'exposition, il est bien normal qu'elle recoure, dans une large mesure, au transport individuel. Au vu de ces arguments, je pense que les propositions de renvoi qui

ont été présentées ne sont décidément pas justifiées et je vous prie de les refuser.  
Delamuraz Jean-Pascal, président de la Confédération: Re- créer un rassemblement populaire, un rassemblement helvétique-

Exposition nationale 2001 2172 N 5 décembre 1996 Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale tique, et un rassemblement des Suisses avec leurs voisins, voilà l'ambition qui justifie une exposition nationale en l'an de grâce 2001. Il s'agit en effet de contribuer à consolider et à rendre plus cohérente l'unité helvétique, tout en respectant et en montrant de manière éloquente la richesse de sa diversité culturelle, dont les quatre langues nationales utilisées par les quatre rapporteurs tout à l'heure sont un exemple particulièrement vivant et saisissant. La nécessité de faire le point, aussi, car il se sera écoulé quelque 37 ans entre l'exposition de 1964 et celle-ci, alors que, me direz-vous, tous les moyens de télécommunications ont été profondément changés et qu'Internet vous apporte, dans le calme de votre salon, tous les renseignements dont vous avez besoin pour vivre en société et vous y guider le plus utilement. Eh bien, je ne crois pas! Je crois qu'à ces techniques de télécommunications, en effet révolutionnaires, à la généralisation de la télévision, ne serait-ce que cela, doit se superposer un acte volontaire de chaque individu de vouloir participer à un rassemblement humain et de connaître, directement et dans le terrain en quelque sorte, ce qu'est son pays, comment il s'y comporte avec ses semblables, quels sont les problèmes, les espoirs de l'avenir. Et cela, les systèmes de télécommunications les plus performants ne le remplaceront jamais. Il ne s'agit pas d'organiser une foire ou une kermesse, mais bien ce rassemblement, et j'insiste, ce rassemblement populaire où les Suissesses et les Suisses se reconnaissent, et non pas une sorte d'exposition élitiste qui serait présentée, dans sa perception, à un public extrêmement limité de nantis et d'initiés, mais vraiment une exposition dans laquelle, je le répète, tous les Suisses se reconnaissent. Montrer notre capacité de créer, d'innover, de prendre des risques, de se regrouper autour d'un projet, d'appriivoiser les nouvelles technologies et d'organiser la société du XXIe siècle, voilà ce que doit être le message, le contenu et le rayonnement de cette exposition nationale; en même temps, être capables de renforcer notre identité, de la présenter au monde extérieur aussi, – l'ensemble de ce projet est extrêmement ambitieux. Je suis heureux que la plupart d'entre vous adhèrent à ce projet extrêmement ambitieux et veulent lui donner suite, quitte à le modifier sur tel ou tel point, adhèrent à la position du Conseil fédéral telle que contenue dans le message. Ce faisant, vous accomplirez un acte de confiance. Je crois que c'est bien là l'essentiel. A propos des innombrables questions que l'on se pose, essentiellement sur le contenu de l'exposition mais aussi sur sa forme d'organisation, voire sur son financement, – autant de questions que je traiterai brièvement tout à l'heure –, il y a d'abord, à la base de ce projet d'Exposition nationale 2001, une confiance, une confiance du Gouvernement, du Parlement fédéral, à l'égard des organisateurs de l'exposition. Ces organisateurs sont les représentants de collectivités publiques, cantonales et communales, élus démocratiquement, présentant tous les signes de la responsabilité publique. C'est à eux que vous confieriez l'organisation de cette exposition. N'attendez pas, ce serait une erreur considérable de démarche, que ce soit en quelque sorte l'Etat, la Confédération qui se substitue à ceux qui ont reçu la belle mission d'organiser, avec un minimum de liberté de pensée et d'expression, cette exposition nationale. Un acte de confiance. Je dis maintenant deux mots de l'organisation de cette vaste manifestation. L'arrêté, tel qu'il est sorti des délibérations du Conseil des Etats, a pu tenir compte des dernières décisions du Comité stratégique de l'exposition en matière d'organisation. Il a permis de clarifier les responsabilités, tout en rendant, il faut le dire,

plus contraignantes les conditions imposées par la Confédération aux organisateurs. Aller plus loin, ce serait outrepasser les compétences fédérales, ce serait confondre, précisément, les responsabilités, ce serait donner des signes de méfiance parfaitement décourageants. Une telle méthode aboutirait aux antipodes de ce que l'on voudrait faire: elle conduirait finalement à déresponsabiliser ceux qui ont la charge et la mission d'organiser cette exposition. Le contrôle, nous avons pu le décrire dans notre message. Nous avons également pu, dans les messages complémentaires, dire comment il serait opéré. Je crois véritablement que ceux qui, dans le débat, se sont posé la question de savoir comment le contrôle serait opéré ont pu obtenir une réponse convenable. Un contrôle parlementaire annuel, par le biais du rapport de gestion, vous permettra de suivre les travaux de préparation de l'exposition. La présence de trois représentants au Comité stratégique, y compris le délégué, nous permettra d'avoir le dialogue constant et de contrôler le bon déroulement des travaux. Le contrôle de la régularité dans l'octroi des mandats et, dès 1997, des dépenses de l'association, ajoutera encore un rempart supplémentaire à ce contrôle, cependant que le contrôle fiduciaire, par un organe de révision indépendant, au double niveau stratégique et opérationnel, devra donner toutes garanties quant à l'emploi des millions de la Confédération, la Délégation des finances elle-même intervenant. Il faut libérer ce montant et le libérer maintenant, car on en a besoin pour continuer les travaux sur une base sûre. On en a besoin pour solliciter les appuis financiers privés, indispensables à la réussite de l'exposition. Le Conseil fédéral veillera en tout cas à examiner d'une manière constante la faisabilité et l'opportunité des projets auxquels l'exposition donnera le jour. Je réponds entre autres ici à la préoccupation du rapporteur de langue française. De surcroît, et c'est le deuxième aspect que je veux traiter, il a été question, avec insistance, de savoir quelle serait la composante environnementale, la composante écologique, de cette exposition, dans son organisation, mais aussi dans son contenu. Je crois qu'il est parfaitement légitime que, si cet aspect a été effleuré dans le rendez-vous de 1964, compte tenu des conditions dans lesquelles nous vivons aujourd'hui, il est un aspect central d'une exposition nationale adaptée à son temps. Sur ce point, je puis donner tant à Mme le rapporteur de langue allemande qu'à Mme Weber Agnes l'assurance que l'exposition sera réalisée avec aussi peu d'émissions polluantes que possible, au moyen d'énergies renouvelables et de technologies nouvelles. C'est un aspect qui sera rigoureusement contrôlé et exigé. La part des transports publics sera aussi élevée que possible, et les transports prévus pour se déplacer à l'intérieur de l'exposition seront adaptés aux conditions naturelles. La «renaturation» et le rétablissement de l'écosystème seront planifiés et c'est en cela qu'il ne faut pas faire de comparaison entre l'épopée de Séville, exposition universelle, et l'épopée de l'exposition nationale que nous préparons. Allez voir la désolation qui règne sur les terrains de Séville, et vous aurez l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire et de ce qui ne se fera pas dans le projet que nous avons sous les yeux. M. Zwyzart s'est particulièrement intéressé au programme et aux nuisances des navettes. Je puis lui dire que la présentation du rapport sur l'impact des navettes sera faite dans quelques jours, lors d'une conférence de presse dont je connais déjà les premières conclusions: ces conclusions sont positives. M. Schlüer s'est demandé au début de ce débat pourquoi l'exposition ne répondait pas maintenant et aujourd'hui déjà à un certain nombre de questions du futur, capitales pour notre pays: la neutralité, ou d'autres aspects encore. Eh bien, précisément, parce qu'on est au travail du côté de l'exposition nationale! Il n'était pas possible, en 1996, de dire en quelque sorte le contenu fini de ce projet. Cela exigerait une imagination que personne ne doit avoir, car il s'agit précisément

maintenant de consacrer les cinq années qui viennent, un peu moins, à la préparation de ces thèmes et à la manière dont ils doivent être présentés. Dix questions ont été posées par les organisa- teurs, qui sont des questions capitales et qui devront être pour eux le fil conducteur de leurs réflexions. La représentation des femmes, Madame Weber Agnes, est dépendante des propositions que les organisations elles-mê- mes feront le plus souvent. On peut ajouter à cela que le Co-

5. Dezember 1996 N 2173 Landesausstellung 2001 Amtliches Bulletin der Bundesversammlung mité stratégique est composé en majorité de personnes dé- signées par les autorités cantonales et communales qu'elles représentent. C'est aussi pourquoi le comité attend de savoir quels seront les trois représentants des cantons avant de nommer les trois représentants privés, mais l'assurance a été donnée par le président du Comité stratégique que la place des femmes dans l'organisation, dans la responsabilité de cette exposition, serait une place de choix et qu'elles se- raient associées beaucoup plus qu'il n'est coutume dans nos organisations un peu «machistes» dans notre pays. Les «Schwerpunkte» dont a parlé M. Mühlemann, ce dessein des lignes de force est en train de s'accomplir, comme je l'ai dit; pour ce faire, il est bien clair que la manière dont on aura pu capter l'intérêt, l'appui, l'engagement des investisseurs privés et de toute la population sera essentielle. Quand je dis, toute la population, Monsieur Mühlemann, je reviens à cette notion d'une exposition nationale populaire, qui ne doit pas être l'exposition de quelques régions côtières des trois lacs, mais l'exposition de la Suisse, et la composante tessinoise comme la composante orientale de cette exposition nationale seront les mêmes que toutes les autres composantes régio- nales du pays. On ne peut appeler «exposition nationale» qu'une exposition qui répond aux échos et qui s'amarre dans le pays tout entier. Sans cela, ce serait une petite exposition régionale, et nous n'en voulons pas. Ces raisons me conduisent à vous recommander d'entrer en matière, de ne pas appuyer les propositions de renvoi, et à vous dire que, dans l'exigence qu'a eue le Conseil fédéral quant au rapport de faisabilité et quant aux engagements des organisateurs, on est allé extrêmement loin. C'était légitime; jamais un projet d'exposition nationale n'a été soumis à un feu critique si approfondi, si tôt avant l'événement. Je clorai mon exposé en donnant à M. Föhn toutes les garan- ties quant au fait que le budget sera respecté, et la contribu- tion de la Confédération, qui vous est demandée aujourd'hui, doit s'entendre augmentation comprise. Il n'y aura pas d'ajout au budget que nous vous présentons maintenant. Schlüer Ulrich (V, ZH): Es geht nicht darum, die Landesaus- stellung zu verzögern. Ich habe verstanden, dass die gestell- ten Fragen zwar jetzt nicht beantwortet werden, dass sie aber als «Faden» verstanden werden, an dem man sich orientie- ren will. Ich vertraue aber darauf, Herr Guisan, dass man nicht bloss die Tendenz, die man einem Fragesteller nach- sagt, zum Leitfaden nimmt und glaubt, die Frage sei damit schon beantwortet. Die tatsächlich gestellten Fragen müssen Gegenstand dieser Landesausstellung bilden, und zwar im Rahmen einer fairen Auseinandersetzung. Wenn dies ge- währleistet ist, bin ich bereit, meinen Rückweisungsantrag zurückzuziehen. Ich bitte Sie aber, bei Artikel 2bis den Antrag Tschopp zu unterstützen. Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen L'entrée en matière est décidée sans opposition Präsidentin: Herr Schlüer hat seinen Rückweisungsantrag zurückgezogen. Wir haben noch über den Rückweisungsan- trag der grünen Fraktion abzustimmen. Abstimmung – Vote Für den Antrag der grünen Fraktion 18 Stimmen Dagegen 136 Stimmen Bundesbeschluss über einen Beitrag an die Landesausstellung 2001 Arrêté fédéral concernant une contribution à l'exposition nationale 2001 Detailberatung – Examen de détail Titel Antrag der Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Titre Proposition de la

commission Adhérer à la décision du Conseil des Etats Angenommen – Adopté Ingress Antrag der Kommission .... und in die Ergänzungsberichte vom 6. September und 5. November 1996 .... Préambule Proposition de la commission .... et les rapports complémentaires des 6 septembre et 5 novembre 1996 .... Angenommen – Adopté Art. 1 Antrag der Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Proposition de la commission Adhérer à la décision du Conseil des Etats Angenommen – Adopté Art. 2 Antrag der Kommission Abs. 1, 2 Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Abs. 1bis (neu) Mehrheit Ablehnung des Antrages der Minderheit Minderheit (Ostermann, Baumann Stephanie, Goll, Müller-Hemmi, Weber Agnes, Widmer) Das zentrale Thema der Ausstellung ist die nachhaltige Entwicklung. Antrag Suter Abs. 1 Unter Vorbehalt nachstehender Bedingung obliegen Organisation und Durchführung der Landesausstellung 2001 dem Verein «Expo 2001». Die Gewährung des Bundesbeitrages ist an die Bedingung geknüpft, dass der Vorstand des Vereins «Expo 2001» die operative Geschäftsführung einer Geschäftsleitung unter Vorsitz einer vom Bundesrat gewählten Direktorin oder eines Direktors überträgt. Art. 2 Proposition de la commission Al. 1, 2 Adhérer à la décision du Conseil des Etats Al. 1bis (nouveau) Majorité Rejeter la proposition de la minorité Minorité (Ostermann, Baumann Stephanie, Goll, Müller-Hemmi, Weber Agnes, Widmer) Le thème central de l'exposition est le développement durable. Proposition Suter Al. 1 Sous réserve de la condition ci-après, l'organisation et la réalisation de l'exposition nationale sont confiées à l'association «Expo 2001». L'octroi de la contribution fédérale est subordonné à la condition suivante: le comité de l'association «Expo 2001» confie la gestion opérationnelle à un directeur nommé par le Conseil fédéral.

Exposition nationale 2001 2174 N 5 décembre 1996 Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale Art. 2bis Antrag der Kommission Abs. 1 .... Beitrag leisten und dass die «Expo 2001» umweltverträglich geplant und durchgeführt wird. Abs. 2 Mehrheit .... und in den Ergänzungsberichten vom 6. September und 5. November 1996 umschriebenen Anforderungen an die Nachhaltigkeit sowie an Umweltschutz .... Minderheit (Scheurer, Bezzola, Föhn, Guisan, Kofmel, Kunz, Moser, Randegger, Simon, Wittenwiler) .... und 5. November 1996 umschriebenen Anforderungen bezüglich Umweltschutz .... Abs. 3 (neu) Mehrheit Ablehnung des Antrages der Minderheit Minderheit (Baumann Stephanie, Haering Binder, Leemann, Müller-Hemmi, Ostermann, Weber Agnes, Widmer) Bei der Entwicklung der Detailkonzepte sind folgende zusätzliche Randbedingungen einzuhalten: a. Im Verkehrskonzept ist für den Zubringerverkehr ein Modal split von 75 zu 25 zugunsten des Kollektivverkehrs (Bahn, öffentliche und private Busse) vorzusehen. b. Es sind Konzepte für eine möglichst autarke Abfall- und Abwasserentsorgung und für eine Energiebilanz nahe Null zu entwickeln. c. Die Landesausstellung 2001 darf weder direkte noch indirekte Schäden hinterlassen. Antrag Bircher Abs. 1 .... Beitrag leisten und dass die «Expo 2001» umweltverträglich geplant und durchgeführt wird. Die Wiederverwendung von Anlagen und Einrichtungen an Ort oder durch Demonstage und Wiederaufbau an einem anderen Standort ist in die Planung und in die Projektabwicklung mit einzubeziehen. Antrag Vollmer Abs. 1bis (neu) Der Verein «Expo 2001» hat überdies mit einem Prozent seiner Einnahmen einen zu schaffenden unabhängigen Fonds zugunsten einer nachhaltigen Pflege und des Schutzes des Drei-Seen-Gebietes über die Zeit der «Expo 2001» hinaus zu speisen. Antrag Tschopp Abs. 1bis (neu) Der Bundesrat gibt den in Artikel 1 vorgesehenen Kredit frei, sobald er überzeugt ist, dass der Verein «Expo 2001» in der Lage ist, ein tragfähiges und begeisterndes Projekt verwirklichen zu können, und über eine tragfähige Organisationsstruktur verfügt. Art. 2bis Proposition de la commission Al. 1 ....

substantielle, et si l'Exposition nationale 2001 est planifiée et réalisée d'une manière respectueuse de l'environnement. Al. 2 Majorité Les exigences en matière de durabilité, de protection de l'environnement .... dans les rapports complémentaires des 6 septembre et 5 novembre 1996, sont impératives .... Minorité (Scheurer, Bezzola, Föhn, Guisan, Kofmel, Kunz, Moser, Randegger, Simon, Wittenwiler) Les exigences en matière de protection de l'environnement, .... dans les rapports complémentaires des 6 septembre et 5 novembre 1996, sont impératives .... Al. 3 (nouveau) Majorité Rejeter la proposition de la minorité Minorité (Baumann Stephanie, Haering Binder, Leemann, Müller- Hemmi, Ostermann, Weber Agnes, Widmer) Lors du développement des concepts détaillés, les conditions supplémentaires suivantes devront être prises en compte: a. en matière de transports, le rapport des répartition des moyens de transports des passagers devra se situer entre 75 et 25, en faveur des transports publics (train, bus publics et privés); b. il convient de développer des concepts mettant en place des mesures rationnelles et peu coûteuses pour l'élimination des déchets et des eaux usées afin que le bilan énergétique soit équilibré; c. l'Exposition nationale 2001 ne devra laisser ni dommages directs, ni dommages indirects. Proposition Bircher Al. 1 .... réalisée d'une manière respectueuse de l'environnement. La réutilisation des installations et infrastructures, sur place ou par démontage et construction sur un autre site, doit être prise en considération dans la planification et le déroulement du projet. Proposition Vollmer Al. 1bis (nouveau) L'association «Expo 2001» doit en plus créer un fonds indépendant alimenté par 1 pour cent des recettes de l'exposition nationale, dont le but sera de veiller à la protection et à l'entretien de la région des Trois Lacs au-delà de la durée de l'«Expo 2001». Proposition Tschopp Al. 1bis (nouveau) Le Conseil fédéral libère le crédit prévu à l'article 1er lorsqu'il estime que l'association «Expo 2001» est en mesure de réaliser un projet porteur et mobilisateur et que l'infrastructure managériale est convaincante. Art. 2, 2bis Suter Marc (R, BE): Vorweg: Persönlich und als Bieler bin ich voll für die «Expo 2001», und ich habe mich auch immer für das Drei-Seen-Projekt eingesetzt. Ich möchte allerdings auch im Jahr 2001 stolz auf die Expo sein können. Eigenartig ist nämlich, wie gutgemeinte Kritik von den Expo-Promotoren zur Gegnerschaft umgemünzt wird. Ein derart grosses und vielgestaltiges Vorhaben bedarf der wohlwollenden Kritik und auch der Kritikfähigkeit seitens der Verantwortlichen. Der Bieler Soverän hat mit seiner Zustimmung zum städtischen Expo-Kredit Vertrauen auf Vorschuss erteilt. Ein latentes Unbehagen ist freilich nicht zu übersehen. In der bisherigen Vorbereitung sind meines Erachtens drei gravierende Fehler auszumachen. Ich hoffe, Herr Bundespräsident, dass Sie aufgrund Ihrer Analyse dieselben Fehler gefunden haben: 1. Die heutige Organisationsstruktur ist untauglich. Der Vereinsvorstand und sein strategischer Ausschuss müssen zwar als Verbindung zur Trägerschaft bestehenbleiben. Die operative Geschäftsführung allerdings ist dringend einer Geschäftsleitung zu übertragen. Die Zeit der Politiker als Expo-Macher ist abgelaufen. Am Beispiel «Expo 2001» ist nun zu zeigen, was New Public Management bedeutet. Die Expo ist ein Unternehmen, das auch wie ein solches geführt werden muss. Da braucht es eine Unternehmerpersönlichkeit an der Spitze, einen Chef oder eine Chefin. 2. Die Wirtschaft ist bisher nicht in die Vorbereitung einbezogen worden. Die Wirtschaft links liegenzulassen ist schon fast tollkühn. Die Expo soll ja zu einem grossen Teil von der Wirtschaft finanziert werden. Dieses Manko könnte noch wettgemacht werden, wenn jetzt eine Unternehmerpersönlichkeit von nationalem Zuschnitt an die Spitze der Expo be-

5. Dezember 1996 N 2175 Landesausstellung 2001 Amtliches Bulletin der Bundesversammlung rufen würde. Wir haben in der Drei-Seen-Region Persönlichkeiten

von diesem Format. Diese Persönlichkeiten müssten das Vertrauen der Wirtschaft bereits geniessen. Es darf nicht sein, dass sie sich dort zuerst noch einführen müssen. Ich bin überzeugt, dass es dem Bundesrat, gerade unserem Bundespräsidenten, leichterfallen wird, diese Persönlichkeit nicht nur zu finden, sondern sie auch zu gewinnen. Das wird nach den bisherigen Erfahrungen ohnehin nicht leichtfallen. Eine bundesrätliche Wahl wird dieser Person aber auch zu mehr Gewicht und mehr Ansehen verhelfen. Wenn Sie den Zusatzbericht vom 5. November 1996 aufmerksam gelesen habe – daran zweifle ich nicht –, dann haben Sie ganz am Schluss einen erstaunlichen Satz gefunden: «Nach Ansicht der Organisatoren muss die 'Expo 2001' in allererster Linie Personen offenbaren und nicht bestätigen.» Mit Verlaub: Wir können uns doch bei dieser entscheidenden Wahl der Spitze der Expo-Veranstaltung keine Fahrt ins Blaue, keine Experimente, erlauben! 3. Bisher lag die Kommunikation der «Expo 2001» im argen. Trotz Expertengremien und Planspielen im Sandkasten ist es nicht gelungen, den Gehalt der Expo, ihre Botschaft und ihre konkreten Inhalte, sichtbar werden zu lassen. Ein Chef an der Spitze der Expo muss zugleich Manager und Kommunikator sein. Wie sonst soll das Publikum in der Schweiz und über die Landesgrenzen hinaus für die Expo begeistert werden? Die Expo ist aus finanziellen Gründen auf den Goodwill des Publikums angewiesen, wird doch der Grossteil der Mittel über die Eintritte hereingeholt. In der bisherigen Arbeit ist freilich noch sehr wenig zur Erreichung dieses hochgesteckten, aber auch unabdingbaren Zieles geschehen. Hier gilt dieselbe Feststellung: Wir haben in der Drei-Seen-Region gute Kommunikatoren, aber leider sind auch sie bis heute links liegen gelassen worden. Das sollte sich ändern. Der Bund ist mit 130 Millionen Franken der weitaus grösste Investor. Von daher ist der Bund von vornherein in die Verantwortung eingebunden. Aufgrund der gemachten Erfahrungen ist es klüger, die wegweisende und wichtige Wahl des Chefs oder der Chefin der «Expo 2001» in die Hand des Bundesrates zu legen. Wenn Sie meinem Antrag zustimmen, Herr Föhn, haben Sie bessere Gewähr, dass wir nicht in drei oder vier Jahren über einen Nachtragskredit beraten müssen. Der Stadtpräsident von Biel – ich muss das doch erwähnen – qualifiziert meinen Vorschlag als absurd, und zwar mit der Begründung, der Bund steuere ja nur 10 Prozent der Mittel an die Expo bei. Deshalb soll er offenbar nichts zu sagen haben. Ich muss hier klarstellen: Man kann für oder gegen diesen Antrag sein, aber absurd ist er nicht. Ohne Bundeskredit gäbe es keine «Expo 2001». Von den investierten Mitteln entfällt ein Grossteil auf den heutigen Kredit. Die anderen neun Zehntel werden weitgehend über die Publikumseintritte und über die – noch nicht zugesagten – Beiträge der Wirtschaft finanziert. Das gilt es im Auge zu behalten. Wenn Sie die entscheidend wichtige Wahl des «Monsieur Expo» oder der «Madame Expo» in die Hand des Bundesrates legen, haben Sie mehr Gewähr, dass die 130 Millionen Franken Steuergelder, die wir für die Expo aufwenden, zielgerichtet und effizient eingesetzt werden. Jetzt gilt es, die Weichen richtig zu stellen! Aus diesen Gründen bitte ich Sie, meinen Antrag zu Artikel 2 Absatz 1 gutzuheissen. Ostermann Roland (G, VD), porte-parole de la minorité: Tout à l'heure, M. Moser a clamé du haut de cette tribune que si les écologistes souhaitent une exposition qui leur plaise, il n'ont qu'à la payer eux-mêmes. Auriez-vous, Monsieur Moser, fait main basse sur la caisse de la Confédération? Par les temps qui courent, ce serait presque de la philanthropie! Réunis à Rio, les chefs d'Etats et de gouvernements du monde entier se sont mis d'accord sur la manière dont le développement de leur pays doit être envisagé pour garantir aux générations futures des chances au moins égales aux nôtres de vivre, de s'épanouir, de profiter au mieux de notre terre. Ils ont défini ce développement comme devant être durable, c'est-à-dire propre à

satisfaire les besoins des générations actuelles sans mettre en danger la possibilité de satisfaire les besoins propres des générations futures. Cette notion de développement durable n'émane donc pas de marginaux illuminés, de théoriciens de l'utopie, d'écologistes dénigrés comme intégristes. Non, il s'agit d'une vue globale des activités humaines qui a reçu l'aval des grandes organisations économiques et de leurs dirigeants. Les responsables économiques ont compris que le développement durable est créateur d'emplois. Le Conseil fédéral aussi: je muscle politiquement mon propos, Monsieur le Président de la Confédération, en citant votre discours d'hier, pour votre plus grande délectation. Vous prônez «une discipline budgétaire rigoureuse, qui renforce l'attrait de la Suisse dans un processus de développement durable, créateur d'emplois ....». Il ne s'agit donc pas de faire passer un message partisan: le développement durable jouit déjà d'un large consensus. Il s'agit de définir et d'illustrer ses modalités d'application. Il faut montrer comment la Suisse relève un défi qui touche à tous les aspects de notre vie nationale et de nos relations internationales. Le développement durable est la seule voie empruntable pour qui veut bien se soucier d'avenir. En proposant que l'exposition nationale soit placée sous le signe du développement durable, nous demandons qu'elle serve, comme celles qui l'ont précédées, à éclairer le chemin, à montrer comment la Suisse envisage son propre développement dans le respect des règles du jeu définies sur le plan mondial. La notion de développement durable n'apporte pas en elle-même la solution, elle fournit un cadre. Est-ce trop demander aux organisateurs qu'ils adoptent ce cadre? Les critiques que la majorité de la commission a opposées à notre proposition sont de deux ordres: la première est de nature idéologique. Il paraît que l'on ne saurait dicter aux organisateurs quoi que ce soit au niveau thématique. C'est une réserve, à notre sens, exorbitante. Les organisateurs imaginent-ils, comme Rabelais, de créer une abbaye de Thélème au fronton de laquelle se lisait ce précepte: «Fay ce que voudras»? Cherchent-ils à s'identifier à Wagner, qui se fait offrir un théâtre pour créer ses oeuvres? Imaginons, un instant, comment serait reçu un créateur en puissance qui viendrait au service culturel de l'une de nos villes quémander un crédit pour équiper un lieu où il pourrait créer une oeuvre dont le thème et la substance lui seraient à lui-même encore inconnus. Pour 130 millions de francs, n'est-on pas en droit de fixer au moins le cadre? La seconde objection que l'on fait au choix du développement durable comme thème central provient d'une méconnaissance volontaire et obstinée, donc obtuse, de ce qu'est la notion de «développement durable». Ce n'est pas une idée réductrice. Ce n'est pas un thème à traiter parmi d'autres. Ce n'est pas un thème qui en exclut d'autres, surtout pas ceux qu'a cru bon de citer tout à l'heure un orateur mal inspiré, et malentendant en ce moment. La position des organisateurs et du Conseil fédéral est étrange. D'une part, ils prétendent vouloir éviter une exposition patchwork aux thèmes disparates, mais, d'autre part, ils refusent d'envisager le développement durable comme thème unificateur sous prétexte qu'alors tel ou tel thème ou sujet ne trouverait pas place dans l'exposition. Pourtant, le développement durable ne prescrit pas le contenu, mais fixe seulement le cadre et définit l'esprit. En choisissant comme emblème ce développement durable, l'exposition ferait aussi taire les craintes que fait naître son organisation dans un site sensible. Ces craintes sont alimentées par le mode des transports internes et par le nombre de déplacements qu'impose l'éclatement géographique de l'exposition. J'avais, au début, suggéré une autre formulation pour la proposition de minorité. J'y ai renoncé, car elle était trop littéraire, mais elle explique mieux l'esprit de cette exigence. L'exposition devrait être une défense et une illustration du développement durable: défense parce qu'une exposition montre un chemin à suivre; illustration pour que, en elle-même, elle réalise les objectifs de ce

développement.

Exposition nationale 2001 2176 N 5 décembre 1996 Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale Cela ne devrait en rien gêner les organisateurs qui multiplient les promesses à ce sujet. Une fois posée cette exigence du développement durable comme thème central, unificateur et visionnaire, alors confiance pourrait être faite aux organisateurs, liberté de conception leur être accordée, et avec elle le pactole de 130 millions de francs. Décrite pour une partie de son passé, la Suisse devrait montrer quel regard elle porte sur l'avenir. Elle pourrait alors servir d'exemple, de phare même pour le plus grand bienfait de ses habitants, de sa culture, de sa nature et de ses entreprises. Scheurer Rémy (L, NE), porte-parole de la minorité: En proposant le ralliement à la version du Conseil des Etats, je ne prends aucune position relativement au développement durable. Je n'entre dans aucune controverse sur la définition ou la portée de cette notion. Ma préoccupation est uniquement celle d'un membre d'un pouvoir législatif qui cherche à formuler correctement un texte. Si nous avons affaire à un préambule, nous pourrions parler d'un développement durable, puisque le propre des préambules est d'exprimer des idées générales. Mais nous ne sommes pas dans un préambule, nous sommes dans un alinéa qui fixe des exigences légales à l'octroi d'un subside par rapport à des notions qui ont toutes leur support et leur définition dans des lois. Il existe des lois sur la protection de l'environnement, sur l'aménagement du territoire, sur les transports, sur l'énergie, mais il n'y a pas de loi sur le développement durable. On pourrait sanctionner – puisque c'est une des conditions que le respect de ces lois – une entorse à une loi. Mais comment sanctionner une entorse à ce qui n'est pas contenu dans une loi? Le texte que nous avons sous les yeux correspond à une énumération de lois. Or, le développement durable n'a pas sa place dans une énumération de lois, sinon comme corps étranger. C'est pour cela, et pour cela seulement, que je vous demande de vous rallier à la version du Conseil des Etats. Les évidences, Madame la Présidente, ne demandent pas de démonstration, c'est pourquoi j'en ai déjà terminé. Baumann Stephanie (S, BE), Sprecherin der Minderheit: Ich habe in den vergangenen Diskussionen zwei Hauptargumente für diese Expo ausmachen können, zwei Ziele: Das erste Argument lautet kurz zusammengefasst, wir könnten mit einer Ausstellung einen Aufbruch inszenieren und aus der Depression herausfinden. Natürlich haben die Befürworterinnen und Befürworter aus der Region auch die Hoffnung, dass dadurch ein regionales Wirtschaftsförderungsprogramm entstehen könnte. Die übrige Schweiz ist ganz einfach eher desinteressiert, will sich aber sicher auch nicht gegen diese Aufbruchstimmung stellen. Mir geht es auch so. Auch ich würde es der krisengeplagten Region, in welcher die Expo stattfinden wird, gönnen, wenn sie wieder einmal einen Silberstreifen am Horizont entdecken könnte. Aber ich bin auch entschieden der Meinung, dass eine nachhaltige Entwicklung für diese Region nicht mit einem gigantischen Einmalereignis erreicht wird. Das zweite Argument lautet: Es soll eine Begegnung zwischen den vier Sprachen und Kulturen stattfinden – die Expo sozusagen als Brücke zwischen den Sprachregionen. Deshalb werden alle, die von dieser Expo-Idee nicht dermassen begeistert sind, verdächtigt, dass sie wieder einmal am «Röstigraben» graben. Die Frage ist wohl kaum mehr erlaubt, ob sich tatsächlich Menschen aus verschiedenen Sprach- und Kulturregionen treffen und begegnen, wenn sie an dieselbe Ausstellung pilgern. Meine Haltung ist folgende: Ich bin von der Idee eines Grossanlasses nicht begeistert. Ich will aber auch nicht Spielverderberin sein. Etwas will ich ganz entschieden nicht, nämlich: dass für eine «Seifenblase» ein halbes Jahr lang eine Region überschwemmt wird; und ich will auch nicht bleibende Schäden an der Landschaft riskieren. Ich verstehe auch nicht, dass für einen Anlass, der sich als Zukunftsprojekt

verkaufen will, Strassenbauten forciert werden müssen. Für mich ist das ein Widerspruch in sich. Der Minderheitsantrag nimmt deshalb die Anliegen und die Befürchtungen vieler Bewohnerinnen und Bewohner der Region auf. Es sind darin die Bedingungen enthalten, welche die schweizerischen Umweltorganisationen formuliert haben; es sind die Forderungen, welche die «Promesse», das ist die Koordinationskonferenz der Umweltorganisationen der Region Biel-Seeland, auch aufgenommen hat. Es liegt eine Petition vor – Sie haben den entsprechenden Brief erhalten –, welche dieselben Forderungen enthält. Es sind dies Unterschriften von Bürgerinnen und Bürgern, welche befürchten, dass nicht wiedergutzumachende Eingriffe in Natur- und Siedlungsraum erfolgen könnten, und darum hoffen, dass wir jetzt hier entsprechende Leitplanken setzen. Im übrigen hat das Abstimmungsresultat von Biel über den Beitrag an die Expo gezeigt, dass tatsächlich Bedenken vorhanden sind. Wenn wir nicht riskieren wollen, dass der Nachhaltigkeitsgedanke mit zunehmender Konkretisierung des Projektes immer mehr dem Machbarkeitsgedanken weichen muss, müssen wir heute, bei der Gewährung des Bundesbeitrages, unsere Bedingungen formulieren. Das ist unsere einzige Einflussmöglichkeit. Im Minderheitsantrag sind einige Bedingungen formuliert, welche nach meiner Meinung heute für solche Grossanlässe zwingend zu gelten haben. Bisher wollten die Organisatoren den Modal split von 75 zu 25 zugunsten des öffentlichen Verkehrs nicht als Ziel akzeptieren (Art. 2bis Abs. 3 Bst. a). Ich frage Sie: Können Sie sich vorstellen, was es für die Anwohnerinnen und Anwohner der Zufahrtsstrassen bedeutet, wenn die Hälfte der Ausstellungsbesucherinnen und Ausstellungsbesucher im eigenen Auto anreisen sollte und was dieses Verkehrsaufkommen für den Energieverbrauch und damit auch für die Luftbelastung bedeuten würde? Der Zubringerverkehr ist ja bei weitem der grösste Energiekonsument bei diesem Anlass; etwa 80 Prozent des Energieverbrauchs werden auf den An- und Abreiseverkehr entfallen. Die Organisatoren müssen deshalb zwingend jede denkbare Massnahme ergreifen, damit mehr als die Hälfte, nämlich drei Viertel der Besucherinnen und Besucher, mit kollektiven Verkehrsmitteln anreisen. Dazu gehört nicht nur die Bahn; auch öffentliche und private Busse können mitgerechnet werden. Wenn das Verhältnis 3 zu 1 beim Zubringerverkehr den Organisatoren nicht erfüllbar erscheint, müssen sie ihr Projekt zwingend überdenken. Die übrigen Forderungen des Minderheitsantrages (Art. 2bis Abs. 3 Bst. b, c) haben die Organisatoren als erfüllbar bezeichnet; es spricht also nichts dagegen, dass sie hier festgeschrieben werden. Um das Verfahren abzukürzen, kann ich, nachdem mich einige bereits gefragt haben, gleich noch mitteilen, dass ich integral an meinem Antrag festhalten werde. Ich werde diese Anliegen und Forderungen, so, wie ich sie aufgeschrieben habe, nicht irgendwelchen vagen Versprechungen opfern. Für mich hängt auch meine Zustimmung zum Kredit von der Annahme dieses Minderheitsantrages ab. Bircher Peter (C, AG): Ich möchte ein eher bescheidenes Anliegen als Antrag einbringen: die Wiederverwendung von Anlagen und Einrichtungen (Art. 2bis Abs. 1). Es ist gerade vorher von Bundespräsident Delamuraz erwähnt worden, welche «Wüsten» nach der Weltausstellung in Spanien zum Teil zurückgeblieben sind. Die vorgeschlagenen Formulierungen in den Anträgen zeigen die Stossrichtung nicht konkret auf. Die Wörter «Nachhaltigkeit», «ISO-Norm» oder «Umweltschutz» haben wir mehrmals gehört. All diese Wörter werden verwendet, aber sie sind doch sehr global und wenig konkret. Bisherige Erfahrungen zeigen leider immer wieder, dass nach einer Ausstellung sehr viel Material vernichtet wird oder nicht mit vernünftigem Aufwand zerlegbar und wiederverwendbar ist. Nach der «Grün 80» in Basel – ein gutes Beispiel – blieb der Erholungspark mit einer Vielfalt von Anlagen erfreulicher-

weise erhalten. Er dient noch heute als Naherholungsraum. Bei der «Expo 2001» ergibt sich aber insofern eine besondere Situation, als ein grosser Teil der Ausstellung auf mobilen Plattformen stattfindet; sie spielt sich bekanntlich am und zum

5. Dezember 1996 N 2177 Landesausstellung 2001 Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Teil auf dem Wasser ab. Die Demontage von verschiedenen Anlageteilen ist zum Teil zwingend. Der Bundesrat erwähnt in seiner Botschaft zu Recht, es seien insbesondere auch Vorkehrungen für die Zeit nach der Expo zu treffen. Sie hätten einen hohen Stellenwert. Im Ergänzungsbericht vom 6. September 1996 wird auch auf das eigentliche Umweltmanagement hingewiesen – Umweltcontrolling usw. – und unter anderem festgehalten, dass demontierbare Anlagen verwendet werden sollen, welche später andernorts wieder aufgebaut werden können und für die nach 2001 ein Abnehmer vorhanden ist. Und im letzten Bulletin ist erfreulicherweise festgehalten: «Ein Anliegen der 'Expo 2001' ist der Grundsatz der gesicherten Wiederverwendung aller Bauten.» Ich möchte Sie bitten, meinen bescheidenen Antrag anzunehmen. Ich persönlich heisse das Projekt gut. Es sind viele Ideen vorhanden, die sich zum Teil allerdings «noch in die Quere» kommen. Aber wir sollten auch konkret etwas tun, ob nun die Begriffe «Nachhaltigkeit» und «Umweltschutz» hier Mehrheiten finden oder nicht. Ich bin dafür. Aber wir sollten auch konkret etwas gegen die Verschleiss- und Wegwerfmentalität tun und klar festhalten, wie mein Antrag ergänzend formuliert: «Die Wiederverwendung von Anlagen und Einrichtungen an Ort oder durch Demontage und Wiederaufbau an einem anderen Standort ist in die Planung und in die Projektentwicklung mit einzubeziehen.» Vollmer Peter (S, BE): Die Berichterstatter haben heute morgen gesagt, dieses Expo-Projekt habe in verschiedener Hinsicht nachhaltige Wirkungen. Sie mussten es zwar offenlassen, worin diese nachhaltigen Wirkungen bestehen, ob sie sich nur in mehr Strassen oder in einer Entwicklung der Region niederschlagen werden. Es wurde heute bereits viel über die peinliche Leere bezüglich der Inhalte debattiert, die man auch nicht mit Marketing und Werbesprüchen übertönen kann. Ich möchte mit meinem Antrag (Art. 2bis Abs. 1bis) nicht in diesen Wunden stochern. Vielleicht kommt im Laufe der Jahre, bis die Expo ihre Tore öffnet, tatsächlich noch etwas inhaltlich Positives dazu. Hoffen wir es; denn die Expo – wir wissen es – wird so oder so kommen, ob wir Inhalte haben, ob wir wissen, welche Nachhaltigkeit dann allenfalls zu registrieren ist, oder nicht. Ich wünsche mir deshalb tatsächlich, dass hier noch ein Prozess in Gang kommt. Ich weiss, dass die Region – das ist auch legitim – diese Expo als Chance versteht, um in ihrer Entwicklung einen Schub zu erhalten. Verschiedene Anträge, die wir jetzt noch behandeln werden, zielen darauf ab, Leitplanken zu setzen, Leitplanken bezüglich der möglichen Schäden, die eine solch gigantische Ausstellung nach sich ziehen wird. Ich bin auch der Auffassung, dass es diese Leitplanken braucht. Sie sind, wenigstens zum Teil, gutgemeint, denn – diesbezüglich kann man sich keine Illusionen machen – eine derartige Ausstellung, eine derartige Konzentration, eine kurzfristige «Entwicklungsspritze», wie sie mit der Ausstellung in dieser Region gemacht werden soll, wird zwangsläufig auch irreversible Schäden nach sich ziehen. Mein Antrag zielt aber noch in eine andere Richtung: Ich meine, es sei richtig, dieser Region, der Natur nicht nur etwas zu nehmen, sondern ihr auch etwas zu geben. Die Landschaft, in der das Spektakel Expo stattfinden wird, ist sehr sensibel. Diese Landschaft ist noch nicht von Promotionsmagern plattgewalzt. Gerade deshalb ist sie vielleicht auch wirtschaftlich ein bisschen am Rande dessen, was wir heute als wirtschaftliche Entwicklung definieren. Man erhofft sich ja gerade deshalb von dieser Expo einen entsprechenden Impuls. Mein Antrag verlangt jetzt, dass wir ein Prozent der Mittel, die für

diese Expo aufgewendet werden, also ein Prozent des Budgets der Expo-Organisatoren, in einen Fonds legen, um damit mitzuhelfen, die grossartige Landschaft über die Expo hinaus zu pflegen. Diese Landschaft ist auch ohne Expo schon unter Druck. Diese einmalige Landschaft, wie sie heute im Drei-Seen-Gebiet besteht, gilt es ebenso zu schützen wie andere schützenswerte Landschaften in unserem Lande. Wenn wir sie schon für die Expo benützen und «nehmen», weil wir mit dieser Landschaft auch das Symbol der schweizerischen Einigkeit über die Sprachgrenzen hinweg verwenden wollen, dann meine ich, sollten wir dieser Landschaft mit diesem Fonds, mit diesem Prozent, auch etwas über die Expo hinaus zurückgeben. Mit nur einem Prozent haben wir die Chance, eine nachhaltige Entwicklung in bezug auf die Landschaft zu sichern, damit wir später einmal sagen können, wir hätten eine Expo organisiert, wir hätten die Schäden zu minimieren versucht, darüber hinaus aber für dieses Gebiet auch etwas bereitgestellt, das weit über die Expo hinaus noch Wirkung haben wird. In diesem Sinne bitte ich Sie: Nehmen wir nicht nur diese Landschaft für die Expo, geben wir dieser Landschaft für die Expo und darüber hinaus auch etwas. Stimmen Sie dem Antrag auf Schaffung dieses Fonds zu, den wir mit einem Prozent speisen wollen. Wir machen damit mehr, als nur Schäden zu minimieren; wir setzen damit ein Zeichen, dass uns diese Landschaft noch wichtiger ist als das Ereignis der Expo, das diese Landschaft einmal ganz beträchtlich «brauchen» wird. Tschopp Peter (R, GE): Je viens défendre ici une proposition dont la teneur est la suivante: Artikel 2bis Absatz 1bis: «Der Bundesrat gibt den in Artikel 1 vorgesehenen Kredit frei, sobald er überzeugt ist, dass der Verein 'Expo 2001' in der Lage ist, ein tragfähiges und begeisterndes Projekt verwirklichen zu können, und über eine tragfähige Organisationsstruktur verfügt.» Je peux vous dire quels sont mes intérêts personnels. En 1964, j'ai passé des journées mémorables à l'Expo et j'aimerais en faire de même en 2001 dans la région des Trois Lacs. Ce que mon texte implique, c'est que le Conseil fédéral ait une espèce de haute surveillance et libère les fonds lorsque les doutes qui nous habitent tous auront été dissipés. J'ai lu hier, avec l'attention qui convient, l'article de M. Daniel Margot dans la «Nouvelle Gazette de Zurich» («NZZ») – la «Nouvelle Pravda» de Zurich –, et j'ai quand même eu un peu l'impression qu'il s'agissait, Monsieur le Président de la Confédération, d'un article de commande. L'esprit gauchiste que mes collègues de parti me reconnaissent de temps en temps m'a incité à penser que «vielleicht will sich der Bundesrat ein wenig aus der Verantwortung stehlen», et ça me chagrine. Ça me chagrine, car j'ai l'impression qu'une exposition nationale, par opposition à une «Grün 80» ou à une autre manifestation régionale, a besoin d'un chaperon. Et nous avons la chance avec M. le président de la Confédération d'avoir un chaperon qui sait en plus de quoi il parle en matière d'exposition nationale. Ensuite, nous sommes tous programmés de la même façon. On a quand même un peu tous besoin d'avoir quelqu'un qui compte les sous avant de nous les donner pour stimuler notre perfectionnisme. J'ai aussi en souvenir l'expérience de l'exposition nationale avortée en Suisse centrale. J'avais eu l'honneur d'y travailler passablement pour le pavillon de l'économie à Zoug. Je regrette toujours qu'on ait pris la «Nullvariante» pour finir et qu'on ait essayé de faire un show au profil incertain qui n'a pas laissé énormément de traces puisque cette affaire utopique de 1991 est restée dans le domaine de l'utopie. Voici le dernier argument que j'aimerais vous livrer: j'ai été très attentif au coup de semonce de nos collègues de l'Union démocratique du centre. Rappelez-vous, M. Föhn nous a dit: «Ne venez surtout pas avec des crédits supplémentaires!» J'ajoute à cela qu'on n'est pas ici dans le cas de figure de l'Union suisse du commerce de fromage: il faudra donc se contenter de l'argent public fédéral que l'on a. Et nous avons besoin du Conseil fédéral, car c'est la

seule caution qui nous permettra probablement de trouver sur le marché privé les fonds correspondant aux montants budgétés. Um das zusammenzufassen: Ich bitte Sie, diesem Antrag zu- zustimmen. Er ist eine Art Versicherung, dass der Bundesrat seine Schirmherrschaft bis ins Jahr 2001 ausüben wird und dass wir unser Geld, das Geld unserer Steuerzahler, nur aus- geben vom Zeitpunkt an, wo wir alle davon überzeugt sind – vertreten durch den Bundesrat –, dass die Ausgabe vertret- bar ist.

Exposition nationale 2001 2178 N 5 décembre 1996 Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale Langenberger Christiane (R, VD): Je m'exprime sur la pro- position de minorité Ostermann et les propositions Suter et Tschopp, puisqu'elles se ressemblent. En ce qui concerne la proposition de minorité Ostermann, no- tre groupe soutient tout ce qui a été présenté et qui est con- tenu dans l'arrêté ainsi que dans l'article 2bis concernant la protection de l'environnement, en nous basant quand même sur le rapport complémentaire du 6 septembre 1996, page 9, qui nous propose un système de gestion de l'environnement qui stipule que «les activités qui se dérouleront dans le cadre de l'«Expo 2001» ne recevront le label de l'exposition natio- nale que si elles sont subordonnées au système de gestion de l'environnement», c'est-à-dire à ISO 14 001, avec des propositions touchant le respect de l'environnement dans l'application, dans l'organisation structurelle, dans la commu- nication, dans le contrôle. Ceci est pour nous un gage suffi- sant afin que l'on respecte ce que nous estimons être indis- pensable, mais ce n'est qu'un sujet parmi d'autres que doit aborder l'«Expo 2001», car les problè- mes de l'Europe, de la jeunesse, de l'économie, de la formation, les problè- mes so- ciaux, sont des problè- mes qui nous tiennent tout autant à coeur. Concernant les propositions Suter et Tschopp, je crois que nous ne voulons tout simplement pas mélanger les compé- tences. Le Conseil fédéral dispose de trois délégués qui, dans un premier temps, vont choisir le PDG, et qui auront les compétences d'agir sur le choix et le contrôle de la gestion fi- nancière, écologique, du management. Pour nous, cela suf- fit. Nous voulons aussi laisser la responsabilité à la future équipe et ne pas montrer une certaine méfiance d'entrée de jeu. Pour ceux qui ont participé aux séances de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture, nous avons en- tendu M. Francis Matthey. Je crois qu'il faut aussi passer outre certaines critiques et écouter ce qu'il nous a dit, tout le travail qui a été accompli, tout ce qu'il a fait en matière admi- nistrative, d'aménagement du territoire, de règlement des questions écologiques afin d'aplanir le terrain, de manière à ce que, aujourd'hui, la nouvelle équipe puisse bénéficier d'un terrain préparé et pouvoir pleinement s'occuper tant du con- tenu que du management de cette exposition. Je crois qu'il faut laisser sa chance à cette nouvelle équipe et je n'ai pas l'impression, Monsieur Tschopp, que ce soit au Conseil fédéral de gérer cette exposition, ni d'ailleurs de re- fuser une certaine responsabilité. Les deux sont jouables. Aujourd'hui nous démarrons, et si nous n'octroyons pas ce montant de 130 millions de francs, cette exposition ne pourra tout simplement pas passer à la deuxième phase. Randegger Johannes (R, BS): Ich spreche zu Artikel 2bis Absatz 3. Dies ist der «Verunsicherungsabsatz» oder der Ab- satz, der einen nicht erfüllbaren Auftrag beschreibt. Ich be- gründe Ihnen warum. Zunächst zum Verkehrskonzept in Litera a: Hier wird ein Mo- dal split von 75 zu 25 zugunsten von Bahn und öffentlichem Verkehr – öffentlichen und privaten Bussen – gefordert. In der Kommission wurde vom Koordinator, Herrn Burkhalter, ganz klar festgestellt, dass das mit dem heutigen Verkehrs- system und mit den geplanten Ausbauten der Bahnhöfe nicht möglich ist. Wenn man das erreichen will, heisst das, dass zusätzlich Tunnels ausgebaut werden müssen, damit dop- pelstöckige Wagen durchfahren können. Das soll dann auf dem Buckel der «Expo 2001» passieren. Ich meine, wir sollten hier zur Vernunft kommen und

die Zielsetzung der Organisatoren – 60 Prozent Bahn, 40 Prozent Privatverkehr – akzeptieren. Ich glaube, das hat auch Herr Berberat gemeint, als er gesagt hat, er wolle auf diese 75-zu-25-Teilung hin tendieren. Das wäre die vernünftige Lösung. Der zweite Teil des Minderheitsantrages unter Litera b sieht möglichst autarke Abfall- und Abwasserentsorgungsanlagen vor, die eine Energiebilanz von möglichst «nahe Null» haben. Das ist das Perpetuum mobile. Stellen Sie sich eine Abfall-entsorgungsanlage vor, die Abwärme produziert: Wo soll sie mit der Wärme hin? Das ist ökologischer Unsinn, wenn sie diese Wärme nicht abgeben darf, wenn sie autark eingeschlossen werden muss. Oder eine Abwasserkläranlage benötigt Elektrizität für das Umrühren in den biologischen Klär-becken; diese dürfte dann dort nicht angeliefert werden. Wenn Sie diese Bestimmung aufnahmen, würde das dann bedeuten, dass bestehende Anlagen – es gibt in den Kehr-richtverbrennungsanlagen landesweit Überkapazitäten – für die Abfälle der Landesausstellung nicht benutzt werden dürfen. Ich möchte Sie einfach auf diese Probleme aufmerksam machen und Ihnen im Namen der FDP-Fraktion beantragen, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Weber Agnes (S, AG): Für uns ist zentrales Thema und zukunftsweisende Idee der «Expo 2001» eben eine nachhaltige und zukunftsfähige Schweiz im wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Sinne. So wurde der Begriff der Nachhaltigkeit am Umweltgipfel von Rio auch definiert. Mit den Umweltverbänden möchten wir, dass die «Expo 2001» ein wahrhaftiges Laboratorium für Innovationen im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung wird. Die Thematik der nachhaltigen Entwicklung muss demzufolge das strukturierte, integrierende und sogar globale Prinzip der schweizerischen Landesausstellung von 2001 sein und als Grundlage für ihren Inhalt im Drei-Seen-Gebiet gelten. Die meisten der hier und heute genannten Themen können unter dem zentralen Thema der Nachhaltigkeit subsumiert werden. Deshalb stimmen wir dem Antrag der Minderheit Ostermann zu. Der Antrag Vollmer ist nützlich, weil hier im Sinne der Nachhaltigkeit über die Zeit der Expo hinaus gedacht wird. Persönlich kann ich auch dem Antrag Bircher zustimmen, obwohl er eigentlich offene Türen einrennt. Den Minderheitsantrag Scheurer lehnen wir ab. Die Anträge Suter und Tschopp empfehle ich, als Ausdruck eines unnötigen Misstrauens gegenüber dem Bundesrat, ebenfalls zur Ablehnung.

Berberat Didier (S, NE): Le groupe socialiste s'opposera à la proposition de la minorité Scheurer, qui veut supprimer le concept de durabilité ou de développement durable à l'article 2bis alinéa 2. A notre sens, la notion de développement durable doit figurer à cet alinéa, à côté des exigences en matière d'environnement, d'aménagement du territoire, de transport ou d'énergie. La proposition de la majorité de la commission diffère de la proposition de la minorité Ostermann, à l'article 2 alinéa 1bis (nouveau), qui veut faire du développement durable le thème central de l'Expo, alors que, selon la majorité, ce concept doit guider les organisateurs, à l'instar d'un fil rouge, et doit être respecté dans tous les domaines et réalisations de l'Expo. Il ne s'agit d'ailleurs pas de quelque chose de nouveau, puisque tant dans le message que dans les rapports complémentaires, ce concept est cité comme devant faire partie intégrante de l'Expo, opinion qui est d'ailleurs partagée par les organisateurs, dans l'étude de faisabilité et dans les propos qu'ils ont tenus devant la commission. La proposition de la majorité ne demande pas formellement de faire du développement durable un thème de l'Expo, même s'il est évident que, de toute manière, le thème de la durabilité est incontournable. Ainsi, on peut dire qu'il est faux d'affirmer que l'on veut privilégier ce thème par rapport aux autres. Certains pensent également qu'il est inopportun de soutenir la proposition de la majorité, à l'article 2bis alinéa 2, parce que le développement durable, à l'inverse de la protection de

l'environnement, de l'aménagement du territoire ou de l'énergie, n'est pas réglé par une loi, ce qui est d'ailleurs parfaitement exact. Cependant, on doit dire que ce concept n'est pas aussi vague que ce que l'on prétend. En effet, il est défini et développé dans de nombreuses publications suisses et étrangères, la plus importante pour notre pays étant celle du Comité inter-départemental de Rio, qui groupe dix-sept offices fédéraux provenant de six départements, et qui est intitulée «Le développement durable en Suisse». A ce propos, on peut signaler que, l'an prochain, ce comité concrétisera encore ce concept en présentant un plan d'action pour la Suisse.

5. Dezember 1996 N 2179 Landesausstellung 2001 Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Au vu de ce qui précède, je vous demande, au nom du groupe socialiste, de rejeter la proposition de la minorité Scheurer. Widmer Hans (S, LU): Ich spreche zum Antrag der Minderheit Baumann Stephanie. Dieser Antrag ist aus dem Anliegen heraus entstanden, dass wir uns überprüfbar für die Nachhaltigkeit einsetzen wollen. Wir wollen keine «Expo-Katze» im Sack kaufen, Herr Bundespräsident. Wenn wir schon das grosse Geld bezahlen – und wir tun das, denn wir bezahlen 130 Millionen Franken, und die Städte und die Kantone lediglich 62,6 Millionen Franken –, dann haben wir den Grossteil der Verantwortung auch in bezug auf die Rahmenbedingungen. Denken Sie daran, dass der Zubringerverkehr bei weitem am meisten Energie benötigt. Das Verhältnis zwischen dem Zug und dem Auto ist in bezug auf den Energieverbrauch 1 zu 10, meine Herren aus der Freiheits-Partei, in bezug auf die Luftverschmutzung 1 zu 19 und in bezug auf den Lärm 1 zu 6. Weil das so ist und weil sechs Millionen Besucherinnen und Besucher erwartet werden, wollen wir diese Rahmenbedingungen, wie sie im Antrag gefordert werden. Ich bitte Sie, den Antrag der Minderheit Baumann Stephanie zu unterstützen. Moser René (F, AG): Zuerst eine Vorbemerkung an die Adresse der Presse: Heute stand zu lesen, dass ich – bzw. die Fraktion – der Freiheits-Partei zu diesem Geschäft einen Nichteintretensantrag gestellt habe. Das stimmt so nicht, wir haben das Gegenteil getan. Eine zweite Vorbemerkung: Frau Müller-Hemmi, die hier die Kommission vertreten sollte, hat anstelle dessen, was in der Kommission bestimmt wurde, eigene Ansichten vertreten. Sie hat auch selber definiert, was der Inhalt dieser Messe sein soll, von der Ökologie bis zum Multikulturellen. Wenn wir so weitermachen, werden wir uns die Sache tatsächlich überlegen müssen – falls das alles realisiert würde. Zu den einzelnen Anträgen der WBK: Wir sagen nein zum Minderheitsantrag Ostermann; wir wollen keine Ökomesse. Wir stimmen dem Antrag der Kommissionsmehrheit bezüglich Artikel 2bis zu, und wir sagen ja – logischerweise, ich bin Mitunterzeichner – zum Minderheitsantrag Scheurer. Die Fassung über die verschiedenen Umwelthanliegen ist bereits mit der Formulierung der Mehrheit festgeschrieben. Wie Kollege Scheurer ausgeführt hat, ist es nicht möglich, die Nachhaltigkeit festzuschreiben. Es gibt hier keinen Rechtsbegriff neu einzuführen, also auch nicht die Nachhaltigkeit, wie das von der linken Seite gefordert wird. Wir schliessen uns dem Beschluss des Ständerates an. Wir sagen auch nein zum Minderheitsantrag Baumann Stephanie. Die Begründung, die wir heute gehört haben, ist völlig unreal und zum Teil unzumutbar. Herr Widmer, Sie sind zwar menschlich ein lieber Kerl, aber politisch eine Katastrophe. (Teilweise Heiterkeit) Der Antrag Suter ist nicht notwendig. Wir müssen doch nicht politisch entscheiden, wer hier das Direktorium führt. Ob eine Direktorin oder ein Direktor, es muss ein Profi sein. Das ist alles, was gewünscht wird. Alles andere ist nicht notwendig. Wir lehnen den Antrag ab. Zum Antrag Bircher: Herr Bircher hat diese Vorlage nicht studiert, er hat sie nicht gelesen, auch wenn er jetzt den Kopf schüttelt. Er versteht das alles nicht, der Antrag ist völlig überflüssig. Das Anliegen,

das er vorgebracht hat, ist ganz klar in diesem Beschlussentwurf geregelt. Zum Antrag Vollmer: Das ist der Gipfel! Ich habe es heute morgen schon einmal gesagt: Es ist eine Frechheit! Zuerst machen Sie Auflagen bis zum Gehtnichtmehr. Wir kommen ihnen noch zum Teil nach, aber dann will eine bestimmte Gruppe von diesem Fonds noch abzocken. Eine Zumutung! Zum Antrag Tschopp: Herr Tschopp meint das ehrlich, davon bin ich überzeugt. Das ist eine qualitative Frage. Aber glauben Sie, der Bundesrat könne hier qualitativ eine bessere Lösung bringen? Das glaube ich nicht, das ist allenfalls eine subjektive Beurteilung. Aber damit ändert sich nichts, und das lehnen wir auch ab. Damit habe ich jetzt wirklich dem nachgelebt, was die Präsidentin gefordert hat: Einige beherrschen das natürlich auch nicht, sie haben immer nur ihr Manuskript heruntergelesen. Ich habe es «freihändig» gemacht; aber ich bin mit meinen Ausführungen jetzt wenigstens in vier Minuten fertig geworden. Föhn Peter (V, SZ): Vorerst möchte ich Herrn Bundespräsident Delamuraz für die klare Antwort betreffend die Finanzen herzlich danken. Ich gehe nun im Namen der SVP-Fraktion einen Antrag nach dem anderen durch: Zum Antrag Suter: Ich bitte Sie, diesen Antrag betreffend die Unternehmerpersönlichkeit abzulehnen. Ich nehme an, dass es ohnehin schwierig ist, die geeignete Person zu suchen und zu finden, ob das nun der Bundesrat oder der Verein «Expo 2001» tun muss. Ich bin überzeugt, dass bei Bedarf – ohne dass man das im Bundesbeschluss «festnagelt» – zwischen dem Verein und dem Bundesrat zusammengearbeitet wird und werden muss. Wichtig ist, dass der Verein der Drei-Seen-Region nicht regionale Aspekte in den Vordergrund stellt, sondern überregional denkt, auch wenn es um den Chef geht. Hier stellt sich einzig die Frage: Wer trägt letztendlich die Verantwortung? Überlassen wir die Verantwortung dem Verein «Expo 2001» und vertrauen wir ihm, sonst könnte der Verein die Verantwortung bei eventuellen Schwierigkeiten allenfalls abschieben. Das wollen wir nicht. Deshalb lehnen wir den Antrag Suter ab. Der Antrag der Minderheit Ostermann und der Antrag der Minderheit Scheurer gehen in die gleiche Richtung, aber je von einer anderen Seite. Herr Scheurer hat gefragt, was Nachhaltigkeit heisse. Die vorgegebenen gesetzlichen Grundlagen sind genügend geregelt. Es genügt, ohne dass wir da noch weiter gehen. Ich bitte Sie, den Antrag der Minderheit Ostermann abzulehnen. Demzufolge unterstütze ich den Antrag der Minderheit Scheurer. Frau Baumann Stephanie, Sie haben das Wort «depressiv» erwähnt. Ich weiss wirklich nicht, wer depressiv ist oder depressiv sein muss. Ich sage noch einmal: Die Leitplanken sind im Gesetz verankert. Es wäre jammerschade, wenn eine Landesausstellung, eine Expo, infolge von allzu grossen Auflagen – hier sind die Auflagen gross, auch wegen unserer geliebten Natur – kaum oder nicht mehr durchführbar wäre. Sie haben gesagt, dass man die Organisatoren zwingen müsse. Herr Widmer hat nachgedoppelt, dass wir keine Expo «im Sack kaufen» möchten. Nein! Wir müssen den Organisatoren Vertrauen schenken. Das ist unsere Ansicht. Ich bitte Sie deshalb, den Antrag der Minderheit Baumann Stephanie abzulehnen. Zum Antrag Bircher: Dieser Antrag ist wahrscheinlich aufgrund früherer Negativbeispiele zustande gekommen. Ich denke an die «CH 91». Es wurde uns in der WBK aber klar versprochen, dass alles – wie ich schon gesagt habe – nur gemietet und damit der Wiederverwendung von Anlagen und Einrichtungen nachgelebt würde. Ich bitte Herrn Bundespräsident Delamuraz, uns das noch einmal zu bestätigen und dazu Stellung zu nehmen. Auch dieser Antrag ist abzulehnen. Zum Antrag Vollmer: Ich bin überzeugt, dass die Region genügend profitieren kann. Auch andere Regionen – z. B. das Muotathal – haben Projekte, für welche sie gerne einen Zuspuf hätten. Nicht nur die Region soll Chancen erhalten, Herr Vollmer. Die «Expo 2001» muss eine Chance für die ganze Schweiz sein. Die Landschaft

respektive die Region wird zurückgelassen, wie man sie vorgefunden hat. Ich bin überzeugt, dass die Region letztendlich noch lange von der Landesausstellung profitieren kann. Ich bitte Sie deshalb, den Antrag Vollmer abzulehnen. Der Antrag Tschopp ist sicher gut gemeint. Sie haben doch schon gehört, dass unser Herr Bundespräsident voll überzeugt ist. Dieser Antrag bezweckt nichts anderes, als die Verantwortung abzuschieben. Deshalb bitte ich Sie, den Antrag Tschopp ebenfalls abzulehnen. Wie schon in meinem Eintretensvotum betont, bitte ich Sie, alle Anträge abzulehnen, die darauf abzielen, den Expo-Ver-

Exposition nationale 2001 2180 N 5 décembre 1996 Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale ein einzuschränken. Geben wir dem «Verein 'Expo 2001'» die volle Verantwortung und auch das volle Vertrauen! Ostermann Roland (G, VD): Le groupe écologiste appuie évidemment l'idée que le thème central de l'exposition doit être le développement durable. Il appuiera les précisions demandées par la proposition de la minorité Baumann Stephanie, à l'article 2bis alinéa 3, pour les raisons suivantes: Les organisations écologistes font leur travail lorsqu'elles se livrent à l'examen critique de l'esquisse d'exposition qui nous est proposée. Elles ont élaboré un catalogue de revendications. Les organisateurs ont affirmé pouvoir quasiment les satisfaire toutes. Ces organisations écologistes ne revendiquent pas la possibilité de contrôler chaque fait et geste des organisateurs. Cette tâche dépasserait leur envie et leurs possibilités. Elles demandent la mise en place d'un cadre institutionnel de contrôle offrant des garanties d'objectivité. La majorité de la commission n'a pas voulu reprendre ces exigences dans l'arrêté fédéral. La proposition de la minorité Baumann Stephanie place des jalons et précise des exigences générales. Elle doit donc être appuyée. Evacuer l'une après l'autre les exigences écologiques va finir par créer un malaise parmi ceux-là mêmes qui, comme moi, sont favorables à l'idée d'une exposition. Que dire alors des autres? Refuser ces exigences serait en tout cas décourager bien des bonnes volontés et donner, pour rien, par une obstination un peu butée, un bien mauvais départ à cette exposition, à laquelle les associations écologistes me paraissent prêtes à collaborer. Mieux vaut un départ dans l'harmonie qu'une marche chaotique ou funèbre. Quant aux autres propositions faites, vous permettrez que je ne m'exprime pas ici à leur propos. Je n'ai pas besoin de venir à la tribune pour suggérer à mon groupe la manière de voter ces propositions. Scheurer Rémy (L, NE): La proposition de la minorité Ostermann, à l'article 2 alinéa 1bis (nouveau), introduirait, dans l'arrêté fédéral, une dimension politique nouvelle. Elle serait une intervention politique dans le contenu même de l'exposition et une intervention qui exclurait des thèmes majeurs pour l'avenir du pays. Nous n'avons pas à démobiliser les responsables de l'exposition en nous substituant à eux. Ces responsables doivent jouir d'une pleine liberté. Nous trouvons juste que le Parlement mette des conditions de respect de l'environnement au déroulement de l'exposition nationale, mais il serait faux de fixer des exigences d'ordre politique sur leur contenu, quelles que soient par ailleurs ces exigences. Quant à la proposition de la minorité Baumann Stephanie à l'article 2bis alinéa 3 tendant à l'insertion de considérations particulières, nous vous demandons de la rejeter, car les conditions générales de protection de l'environnement posées dans l'arrêté sont rigoureuses et, à nos yeux, tout à fait suffisantes. L'exigence, par exemple, de répartir les transports à raison de 75 pour cent en faveur des transports publics est irréaliste. Inscire cette clause dans les conditions d'octroi du subside reviendrait, soit à se moquer de nos propres textes en faisant d'un arrêté l'expression d'un simple voeu, soit à mettre les organisateurs devant une mission impossible. L'irréalisme est cependant le moindre défaut de cette proposition, qui révèle un esprit de contrainte et d'atteinte aux libertés individuelles. Les citoyennes et les

citoyens de ce pays ont le droit absolu de choisir individuellement et librement leur mode de transport. Que les organisateurs de l'exposition fassent un effort considérable pour rendre les transports publics attractifs, soit, qu'ils découragent le transport par voiture privée, passe encore – quoique! –, mais que l'on en vienne à dicter aux visiteurs la manière par laquelle ils devront se rendre à l'exposition ou comment ils devront se rendre d'un site à l'autre est inadmissible! En dernière analyse, on voit que la proposition de la minorité Baumann Stéphanie est frappée de démesure. Plus encore, elle est révélatrice des contraintes que prétend inspirer un esprit qu'on devrait presque qualifier de «dictature verte», car il y a toujours un danger de dictature à vouloir le bien des autres malgré eux. Nous avons montré, dans les conditions posées aux organisateurs, le souci du Parlement de faire respecter l'environnement. Ne devenons pas excessifs, ne tombons pas dans la démesure, et, en refusant la proposition de la minorité Baumann Stéphanie, inscrivons, même si c'est en filigrane, la liberté individuelle parmi les valeurs en péril qui méritent protection! Je ne prendrai pas la parole sur les propositions individuelles. Le groupe libéral les repoussera toutes afin d'arriver au texte le plus proche possible de celui déjà voté par le Conseil des Etats. Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen Le débat sur cet objet est interrompu Präsidentin: Wir sind mit unserem Sessionsprogramm im Rückstand. Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass wir deshalb an unserer Sitzung vom Montag das angekündigte Open end in Anspruch nehmen müssen; wir werden voraussichtlich bis nach 22 Uhr tagen. Bonny Jean-Pierre (R, BE): Ich möchte jetzt schon ankündigen, dass es nicht in Frage kommt, dass die Diskussion über den PUK-Bericht, die sehr ausgedehnt sein wird, irgendwann in der Nacht vom Montag, zwischen 21 Uhr, 22 Uhr und Mitternacht, stattfindet. Ich bitte also die Parlamentsdienste, die Organisation so zu gestalten, dass die Debatte zu einer der Tragweite des Geschäftes würdigen Zeit stattfindet. Ich behalte mir vor, einen entsprechenden Ordnungsantrag zu stellen. Schluss der Sitzung um 11.40 Uhr La séance est levée à 11 h 40

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Landesausstellung 2001. Beitrag des Bundes Exposition nationale 2001. Contribution de la Confédération In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1996 Année Anno Band IV Volume Volume Session Wintersession Session Session d'hiver Sessione Sessione invernale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 08 Séance Seduta Geschäftsnummer 96.041 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 05.12.1996 - 08:00 Date Data Seite 2160-2180 Page Pagina Ref. No 20 041 229 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.